



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES AGRICOLES

DU BRÉSIL : B DE BRICS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

N° 160 – Octobre 2021

Sommaire :

Focus du Numéro : A quelques jours de la COP 26, le Brésil met en avant l'agriculture bas-carbone

Nouvelles technologies agricoles

L'imagerie satellitaire comme outil de suivi de l'évolution de l'agriculture vers plus de durabilité
Réglementation de l'utilisation des drones dans l'agriculture
Les nanotechnologies au secours des engrais et biostimulants
Un nouveau modèle d'accessibilité pour les techniques « d'agriculture de pointe »

Commerce agro-alimentaire

Maintien de la suspension des ventes de bœuf vers la Chine
Le Brésil remporte le différend contre l'Inde sur le sucre à l'OMC
L'agro-industrie brésilienne inquiète pour 2022 et 2023

Politiques alimentaires et sécurité sanitaire

Nouveau décret pour l'enregistrement et la recherche des pesticides
Deux nouveaux labels unifiés pour identifier les produits brésiliens avec indication géographique
Etude sur la production et la consommation de produits biologiques au Brésil
Consultation publique ouverte sur les règles d'identité et de qualité du jambon et de la viande bovine hachée
Les associations professionnelles brésiliennes défavorables à l'importation du blé argentin transgénique
Le Brésil signale un cas de peste porcine à L'OIE
Inégalités en termes de sécurité alimentaire

Environnement et changement climatique

Des plantes OGM plus résistantes au changement climatique
Les pesticides agricoles à faible impact : priorité du MAPA

Entreprises et club agro

Des ventes en hypermarchés en recul
Geraldine Kutas prend la relève au sein de Ceva Animal Health

A quelques jours de la COP 26, le Brésil met en avant l'agriculture bas carbone

Après une opération de lancement en avril du nouveau plan sectoriel pour l'agriculture bas carbone, appelé ABC + ([cf. Br de Brics N° 156](#)), le Ministère de l'Agriculture brésilien (MAPA) avait largement communiqué sur celui-ci en juin à l'occasion du lancement du Plano SAFRA 2021-

2022, en insistant sur le doublement de ses crédits ([cf. B de brics N° 157](#)). A l'approche de la COP 26, le MAPA a réalisé ce mois-ci une nouvelle opération de lancement « opérationnelle » du plan en précisant ses objectifs. La ministre a annoncé en effet vouloir réduire les émissions de carbone de 1,1 milliard de tonnes dans le secteur agricole. La version 2020-2030 du plan ABC mis en œuvre entre 2010 et 2020 aurait déjà donné selon le MAPA des résultats dépassant de 46,5% l'objectif établi initialement. Le nouveau plan a pour ambition, selon les autorités, de renforcer le caractère systémique des solutions proposées. En pratique, le MAPA a mis en avant quelques techniques de production susceptibles de limiter les émissions de carbone. Parmi-elles, les autorités insistent particulièrement sur les économies de carbone via le recours aux ateliers d'engraissement intensifs des bovins. D'autres solutions sont également mises en avant comme l'irrigation, la récupération de pâtures dégradées et les bio-intrants. Enfin, au moment où le parlement brésilien examine un projet de loi de création d'un marché national du carbone (assorti de droits à émission par secteurs) qui rencontre une forte opposition de l'agronégoce brésilien, les autorités ont communiqué sur la parution du [décret n° 10.828](#). Ce décret vient préciser la notion de « Cedula de produto rural » (Certification de produit rural : CPR), introduite par la [loi 13.986 de 2020](#). Grâce à ce texte, le producteur agricole brésilien disposera d'une possibilité de titrisation de certains services environnementaux. Ce certificat qui fera l'objet d'un contrôle par un organisme certificateur, doit pouvoir être valorisé monétairement, selon les annonces du MAPA, via par exemple la possibilité de « gager » ce certificat dans des dispositifs de prêts bancaires ou la vente des surplus de réserve légale à des producteurs en cours de régularisation environnementale.

LE CHIFFRE À RETENIR

**1,1 MILLIARD
DE TONNES**

C'est le projet brésilien de réduction d'ici 2030 du nombre de tonnes d'émissions de carbone (TEC) dans le secteur agricole. Cet objectif est 7 fois plus élevé que dans le précédent plan ABC.

Nouvelles technologies agricoles

L'imagerie satellitaire comme outil de suivi de l'évolution de l'agriculture vers plus de durabilité

L'Embrapa a développé une méthode de détection automatique par satellite des systèmes de production agricole. Le dispositif utilisant l'intelligence artificielle permet déjà de reconnaître sur les images satellites des zones à double culture et les zones d'intégration culture-élevage (ILP). L'algorithme permettant d'étendre le suivi aux systèmes d'intégration élevage-forêt, culture-forêt ou culture-élevage-forêt (ILPF) est en cours de développement. La cartographie et les données générées permettront d'obtenir des indicateurs quantitatifs sur l'adoption de ces systèmes et, par conséquent, de suivre l'expansion de l'agriculture durable dans le pays. Les informations générées seront utiles, par exemple, pour la gestion des politiques publiques pour estimer les réductions d'émission des gaz à effet de serre (GES) de l'agriculture et le suivi des objectifs du plan ABC+.

Réglementation de l'utilisation des drones dans l'agriculture

Tandis qu'Embraer a annoncé ce trimestre le doublement de ses ventes d'avions destinés aux épandages d'intrants agricoles, l'utilisation de drones dans l'agriculture semble également prendre de l'essor. Le MAPA a mis en consultation publique un projet de texte réglementant l'utilisation de drones pour l'application de pesticides, d'engrais et de semences. Chaque utilisateur devra maintenant se déclarer et désigner un applicateur aéro-agricole à distance, justifiant d'une formation. Des règles d'application des produits chimiques ont également

été proposées, notamment concernant les distances par rapport aux habitations, aux sources d'eau et aux zones sensibles. Pour le moment, les drones sont capables d'intervenir sur un maximum de 2ha par vol du fait de la capacité de leur réservoir et possèdent une capacité de vol de 30 minutes en moyenne. Un exemple de l'utilisation de ses drones a été récemment donné par l'entreprise Fundecitrus qui a démontré l'efficacité de l'utilisation de drones pour le contrôle chimique de la *psilide*, un nuisible responsable du « greening » des agrumes. L'entreprise met en avant les avantages de l'utilisation de drones par rapport aux avions car ces dispositifs sont capables d'atteindre des parcelles difficiles d'accès et permettent des applications d'urgence notamment après des périodes de fortes pluies.

Les nanotechnologies au secours des engrais et biostimulants

La question des intrants agricoles constitue un enjeu majeur de l'agriculture brésilienne. Ils sont certes importants mais le coût de ces produits, majoritairement importés, est en forte augmentation, rendant nécessaire l'optimisation de leur application. Or, une partie des produits appliqués sont perdus du fait de leur volatilisation, de la lixiviation des sols et de la faible absorption par les plantes dans certains cas. L'Embrapa a ainsi investi dans la recherche en mettant à profit les nanotechnologies pour développer des engrais plus résistants et à libération lente. Parmi les pistes de recherche principales se trouve les nanotechnologies. Une première association avec la société [Polli Fertilizantes Especiais](#) entend développer un système d'encapsulation des engrais via des polymères biodégradables sous forme de nanoparticules. Le polymère peut protéger par exemple le potassium de la lixiviation ou l'azote de la volatilisation. Une deuxième association avec la startup [KRILLTECH](#) (lauréate d'un concours de startups brésiliennes de l'Agro) a permis de développer une nanotechnologie appelée "Arboline". Cet agent actif déjà enregistré au Brésil permettrait de lutter contre différents types de stress abiotiques et d'augmenter les rendements des cultures de façon

spectaculaire (de 10 à 70% en fonction des cultures) selon les données mises en avant par l'entreprise.

Un nouveau modèle d'accessibilité pour les techniques « d'agriculture de pointe »

L'entreprise CHN Industrial a mis à disposition une [plateforme numérique](#) présentant une banque de solutions techniques à destination des agriculteurs brésiliens pour toutes les étapes du cycle de culture. La nouveauté réside dans le fait que le producteur n'a pas besoin d'acheter les équipements mis en avant, il peut adhérer au service avec un paiement à l'heure ou à l'hectare d'utilisation. Ce type d'organisation participe donc à résoudre le problème d'accessibilité des solutions hautement technologiques pour les petits producteurs. Parmi les technologies on trouve par exemple [une machine de désherbage physique](#) qui élimine les mauvaises herbes au moyen d'un choc électrique sans utilisation d'herbicides chimiques.

Commerce agro-alimentaire

Maintien de la suspension des ventes de bœuf vers la Chine

Suite à deux cas d'ESB atypiques ([cf. B de Brics N°159](#)) le Brésil a, conformément à ses engagements avec la Chine, suspendu temporairement le 4 septembre ses exportations de viande vers ce pays. Alors que la précédente suspension en 2019 avait duré environ 15 jours, le Brésil attend toujours le feu vert des autorités chinoises pour reprendre les exportations, après plus de 50 jours. Dans l'objectif d'accélérer la réouverture du marché, le ministre des Affaires Etrangères Carlos França a rencontré fin octobre son homologue chinois, Wang Yi. Le ministre chinois des Affaires Etrangères a promis à l'Itamaraty une solution rapide. La ministre de l'agriculture, Tereza Cristina, a également proposé de se rendre

personnellement en Chine afin de négocier la réouverture du marché. Cet embargo engendrerait selon le MAPA des pertes quotidiennes estimées à 10,4 millions USD pour les éleveurs brésiliens. La situation entraîne également un problème de stockage de la viande dans les établissements d'abattage et le MAPA a permis temporairement aux établissements de stocker les viandes dans des conteneurs frigorifiques en dehors des établissements.

Le Brésil remporte le différend contre l'Inde sur le sucre à l'OMC

La presse brésilienne a relayé la victoire du Brésil contre l'Inde dans le différend sur le sucre qui oppose les deux pays depuis 2019 à l'OMC. La décision finale des panélistes OMC a déjà été envoyée aux deux pays et devrait être annoncée officiellement d'ici la fin du mois. Le différend porte sur les subventions à l'exportation de sucre accordées par New Delhi, mais également sur le soutien interne, sous forme de prix minimum, offert aux producteurs indiens. Lorsque le Brésil a porté l'affaire devant l'OMC, l'Itamaraty a calculé que les « injections » indiennes ont provoqué une chute des prix internationaux et des pertes d'au moins 1,3 Md USD par an pour les producteurs brésiliens. Selon la presse économique brésilienne, il est probable que l'Inde fasse appel pour différer voire paralyser la mise en application de cette décision de l'OMC.

L'agro-industrie brésilienne inquiète pour 2022 et 2023

L'agro-industrie brésilienne a atteint un record historique d'exportations en août 2021, en atteignant 10,9 Md USD. Cependant malgré ces résultats très positifs de nombreuses inquiétudes pour les prochaines récoltes sont évoquées par les analystes du secteur. Tout d'abord l'instabilité climatique et les précipitations irrégulières sur les principaux États producteurs sèment le doute sur les estimations de production, malgré des surfaces semées plutôt

prometteuses. Ensuite les exportations agricoles de produits carnés semblent fortement touchées par la crise logistique post COVID et le manque de conteneurs pour répondre à la demande internationale. Enfin, l'agro négoce brésilien doit également faire face à des difficultés d'approvisionnement en intrants (pesticides et engrais). La concordance de la crise énergétique chinoise et l'augmentation des coûts du gaz en Europe font que les deux principaux fournisseurs du Brésil mettent moins de produits sur le marché entraînant une sévère hausse des prix des intrants.

Politiques alimentaires et sécurité sanitaire

Nouveau décret pour l'enregistrement et la recherche des pesticides

Le gouvernement fédéral a publié début octobre le [décret N°10.833](#), qui modifie les règles liées aux pesticides dans le pays. Les principaux objectifs de ce nouveau texte sont de réorganiser le processus d'analyse des dossiers, de faciliter la recherche et l'innovation sur les pesticides et de renforcer les actions pour protéger les applicateurs de pesticides. Parmi les nouveautés de ce texte il y a ainsi : l'adoption par le Brésil du système international de classement toxicologique GHS, la fixation de nouveaux délais réglementaires raccourcis pour que chaque organisme rende les conclusions de ses évaluations, l'exemption de RET (registre spécial temporaire), dans certaines conditions, pour les recherches et expérimentations à fin d'obtenir l'enregistrement des pesticides (art 23-5) et surtout la nécessité d'une formation obligatoire des applicateurs de produits phytosanitaires.

Deux nouveaux labels unifiés pour identifier les produits brésiliens avec indication géographique

Suite à la parution de la [Portaria N° 46/2021](#) les agriculteurs participant d'une production bénéficiant d'une des indications géographiques (IG) reconnues au Brésil pourront utiliser un visuel d'identification unique de leurs produits sur tout le territoire national. Ces deux labels IG permettent de différencier les indications de provenance (IP) et les dénominations d'origine (DO). La différence principale entre DO et IP est que dans le cas de l'IP les produits doivent bénéficier d'une réputation de qualité établie avant la reconnaissance. Ces labels visent à créer une identité nationale et de faciliter l'identification et la reconnaissance de ces produits par les consommateurs. Aujourd'hui, 88 IG sont enregistrées au Brésil dont 13 pour le café à lui seul.

Etude sur la production et la consommation de produits biologiques au Brésil

Cette [étude](#) a été réalisée par l'Embrapa et l'Institut d'économie d'Unicamp. Selon les auteurs, le Brésil a une superficie agricole de plus de 351 millions d'hectares, mais seulement 1,2 million d'hectares sont destinés à la culture de produits biologiques, ce qui représente moins de 0,5% de la superficie agricole totale (contre 1,5% au niveau mondial et 9,5% en France). Les auteurs retracent la trajectoire de l'évolution du développement de l'agriculture biologique brésilienne. Les auteurs listent également les moteurs de cette agriculture biologique et les difficultés rencontrées par ce secteur, notamment le coût élevé de la certification par audit externe. Le Brésil présente en effet un système de certification par les pairs original et peu cher mais qui restreint la commercialisation aux marchés nationaux.

Consultation publique ouverte sur les règles d'identité et de qualité du jambon et de la viande bovine hachée

Le MAPA a ouvert des consultations publiques d'une durée de 60 jours concernant les exigences techniques d'identité et de qualité ([RTIQ du jambon](#)), de la [viande bovine hachée](#) et des [hamburgers](#). Les RTIQ de ces produits sont en effet anciens et le MAPA a souhaité actualiser sa législation face à la modernisation des processus de production et des procédures industrielles. Pour le jambon, le document apporte comme proposition d'amélioration l'établissement d'une limite maximale de collagène présent dans le produit final, une interdiction du broyage de la matière première et une teneur minimale de protéines (14% à 16%) pour le jambon cuit.

Les associations professionnelles brésiliennes défavorables à l'importation du blé argentin transgénique

Trois des principales associations (Abimapi, Abip et Abitrigo) représentant l'industrie brésilienne du blé et de ses dérivés ont déclaré ce mois-ci qu'elles étaient opposées à l'importation de blé transgénique d'Argentine. Cette déclaration intervient après la confirmation de semis de 55 000 et 60 000 hectares de blé de la variété génétiquement modifiée Bioceres HB4 en Argentine. Or le Brésil importe 60% du blé qu'il consomme dont 85% provient généralement d'Argentine et pour le moment, aucun marché au monde n'accepte les céréales génétiquement modifiées pour la consommation humaine. Les 3 associations s'inquiètent de voir le Brésil comme pays test sur ce sujet, et soulignent que l'utilisation de ce blé pourrait leur faire perdre des parts de marchés nationaux et étrangers dans les exportations de biscuits ou de pâtes alimentaires.

Le Brésil signale un cas de peste porcine à l'OIE

Le Brésil a informé l'OIE d'un foyer de peste porcine classique, dans un petit élevage familial dans la municipalité de Marco (Ceará). Les mesures d'abattage sanitaire ont été mises en œuvre avec l'élimination des 17 animaux de la propriété. Le Ceará ne fait pas partie de la zone indemne de peste porcine classique du Brésil. Par ailleurs, il existe des mesures de restriction des mouvements d'animaux et de produits entre cette zone et la zone indemne autorisée à l'exportation. Ce cas n'a donc pas entraîné de conséquences sur les exportations de viandes porcines.

Inégalités en termes de sécurité alimentaire

Selon l'[enquête](#) VIGISAN du réseau de recherche sur la souveraineté et la sécurité alimentaires, « Penssan », près de 20 millions de Brésiliens affirment passer parfois 24 heures, ou plus, sans avoir de quoi manger. 24,5 millions déclarent ne pas savoir comment elles vont s'alimenter au quotidien et avoir déjà réduit la quantité et la qualité de leur consommation alimentaire. Au total, selon cette enquête plus de la moitié (55%) des Brésiliens ont souffert d'un type d'insécurité alimentaire (grave, modérée ou légère) au mois de décembre 2020.

Environnement et changement climatique

Des plantes OGM plus résistantes au changement climatique

Un article publié le 14 octobre dans la revue *Frontiers in Plant Science* par des chercheurs brésiliens du ([GCCRC](#)) aborde les différentes techniques utilisées pour développer de nouvelles variétés et les tendances actuelles pour la génération de plantes

génétiqnement modifiées. Selon les auteurs, les chercheurs et les entreprises cherchent actuellement à relever un nouveau défi en ce qui concerne les OGM. Des essais sont en cours pour développer des OGM aux caractéristiques plus complexes, qui tolèrent les conditions climatiques défavorables telles que la sécheresse et les températures élevée.

Les pesticides agricoles à faible impact : priorité du MAPA

Le MAPA affiche régulièrement ses efforts en matière d'analyse et d'enregistrement prioritaires des pesticides agricoles à faible impact. En 2020, un grand [nombre](#) de produits à faible impact a été enregistré au Brésil, avec un total de 95 biopesticides. Le MAPA a déclaré être en bonne voie de dépasser ce nombre en 2021. Parmi les mesures adoptées, le MAPA met en avant le renforcement des équipes qui analysent les produits phytosanitaires biosourcés et la priorisation de ces analyses, accélérant ainsi leurs approbations. Là où un pesticide chimique prend en moyenne cinq ans à enregistrer, un produit biosourcé ne prendrait pas plus d'un an grâce à ces priorisations.

Entreprises et club agro

Des ventes en hypermarchés en recul

Les résultats du troisième trimestre des grands groupes de supermarchés, qui seront publiés dans les prochaines semaines, devraient souligner deux tendances : la poursuite de la croissance du modèle du commerce en gros et le fléchissement des ventes dans les hypermarchés. Les précédents chiffres de vente du groupe Carrefour, publiés fin octobre, ont déjà donné ce signal. Au troisième trimestre, les ventes des magasins de la division commerciale de Carrefour (les supermarchés, les hypermarchés et les magasins Express) ont diminué de 8% pour atteindre 5,3 Mds BRL. La filiale brésilienne de Casino, GPA, a cédé 71 de ses hypermarchés au Brésil.

Geraldine Kutas prend la relève au sein de Ceva Animal Health

La brésilienne Géraldine Kutas, ancienne chef du bureau bruxellois de la puissante confédération nationale de l'agro-élevage brésilien (CNA) et des affaires publiques du géant brésilien de la viande BRF a été nommée directrice des affaires institutionnelles et de la communication du comité exécutif du groupe français de santé animale CEVA. Il s'agit de la plus grande entreprise de santé animale de France et la cinquième au monde. La société, présente au Brésil, développe des médicaments, des vaccins, des équipements et des services pour le bétail et les animaux de compagnie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international